

2.

CHANCES ET PIÈGES DES SOCIALISMES

JEAN-FRANÇOIS REVEL

Ecrivain et journaliste

En Pologne, en avril 1975, j'avais lu dans le journal local, et vérifié ensuite, l'énoncé d'un jugement qui m'avait paru curieux.

Un tribunal avait condamné à une amende un chef d'entreprise parce que celui-ci avait accordé une augmentation de salaire à ses employés, ouvriers et cadres, non pas du tout contre un plan de stabilisation, un contrat social à l'anglaise, mais avant que le syndicat ait eu le temps de les revendiquer... Les attendus du tribunal faisaient état du fait qu'il s'agissait là d'une façon déloyale de couper l'herbe sous le pied aux dirigeants syndicaux de l'entreprise.

Cela m'a paru être en effet une illustration assez frappante de ce que j'ai appelé la « logique du socialisme » en pensant bien évidemment à l'expression « logique capitaliste » qu'on entend très souvent employer lorsque des penseurs ou des acteurs (?) socialistes, au moment où on leur demande quelles actions concrètes ils comptent mettre en œuvre, répondent en général — lorsqu'on devient trop concret : toutes ces réformes, toutes ces transformations ne seront pas réalisables tant que nous n'aurons pas modifié la logique du capitalisme.

Je me suis dit que s'il y avait une logique du capitalisme, il devait y avoir une logique du socialisme ; il me semblait même qu'elle devait être plus rigoureuse que la logique du capitalisme puisque cette dernière donne naissance au type de société de civilisation à des niveaux de prospérité d'une variété extrême. En effet, on peut difficilement comparer capitalisme brésilien et néerlandais ou encore capitalisme indien et capitalisme britannique ou canadien, alors qu'en ce qui concerne l'identité d'un certain nombre de phénomènes fondamentaux, identité des conditions de vie, les enca-

drements de vie, on peut, je crois, comparer des pays très différents entre eux, aux niveaux extrêmement inégaux et relevant de cultures très diverses.



Je ne voudrais pas dire par là que tout ce qui doit entrer dans le terme « socialisme » est forcément mauvais et péjoratif, mais disons, pour le moins prudemment, qu'une certaine dégénérescence de la pensée socialiste consiste à éviter l'examen du réel, à comparer des incomparables et à ne pas comparer des comparables.

Je laisse de côté, disons, ce que j'appellerai le socialisme réaliste qui se catalogue en général sous le vocable de social-démocratie, et je resterai au socialisme sérieux qui conduit inévitablement à l'échec.

— D'abord il obéit à une logique affective et ce que j'appellerai une logique du pur et de l'impur.

Etant donné que, bien évidemment, le socialisme a pour finalité de soulager les misères humaines, d'expulser les motivations sordides, la recherche du profit, l'ambition des activités humaines, il est certain que le fait déjà de le discuter dans son principe vous catalogue a priori parmi les réactionnaires, et M. Carneiro vous dira que tous les débats qui ont agité le Portugal au cours des années 1974, 1975, 1976 tendaient, de la part des communistes et de l'aile gauche du parti socialiste, à rejeter inévitablement du côté de la droite, c'est-à-dire des égoïstes, tous ceux qui voyaient la nécessité de quelques mesures de prudence et de quelques garanties constitutionnelles, pour assurer à la fois une relative prospérité et une liberté certaine au peuple portugais.

Car ce qui est frappant dans ce que j'appellerai cette logique affective du socialisme, c'est le fait que, très souvent, nous l'entendons dire, je me le suis entendu dire personnellement : Vous n'avez pas le droit de faire d'objections si vous ne vous placez pas à l'intérieur du socialisme.

S'il faut se situer déjà à l'intérieur pour discuter du socialisme, à quoi bon en discuter ? Le choix est fait, le reste est clos !

Ce serait une politique dangereuse que celle qui n'accepte la rationalité que dans la chose, pour faire relever au contraire, de l'irrationalité et de l'impulsion, le choix fondamental.

— Après la logique affective, je dirai qu'il existe une logique intellectuelle du socialisme, une fois qu'on est entré dans le

système, que j'appellerai, toujours dans les meilleures intentions du monde, la perpétuelle comparaison de ce qui existe avec ce qui n'existe pas.

C'est-à-dire que, lorsqu'on a attiré l'attention sur le fait qu'il existe dans le monde un certain nombre de socialismes, des systèmes qui fonctionnent selon leur origine propre, vous connaissez tous, aussi bien que moi, le type de conversation que vous avez le droit d'avoir : on écarte les expériences réalisées, on récuse ce qui a été fait comme pouvant porter témoignage, et on réplique inévitablement : Nous ne prenons comme référence, comme modèle, selon le terme maintenant périmé, aucun socialisme ayant existé ou existant ; nous ne prenons comme référence que le socialisme que nous voulons construire.

Bien. Mais alors, dans ce cas, on ne voit pas du tout pourquoi on n'en ferait pas très exactement autant pour le capitalisme. Parce que si on compare le capitalisme réel, indiscutable, c'est bon et c'est mauvais, point avec un socialisme idéal, pourquoi ne ferait-on pas l'inverse ? Si on veut comparer le socialisme réel avec un capitalisme idéal que nous pouvons dépeindre en soustrayant tous ses défauts et en gardant ses qualités, nous aboutirons à une dialectique imbattable !

Je prends un exemple précis. Nous sommes habitués aussi à la discussion sur les problèmes de la liberté de la presse et en particulier de la presse du système capitaliste, c'est-à-dire, bien entendu, asservie à l'argent, puisqu'on ne peut pas créer de journaux, ni même de stations de radio ou de télévision, sans faire appel à des capitaux et des investisseurs.

Il est donc certain que toute presse suppose des capitaux et des investisseurs, des propriétaires, et on sait très bien que, quelles que soient les saintes protections que l'on essaye de multiplier, la rédaction n'est jamais véritablement propriétaire de l'Entreprise.

Il y a un fait fondamental quand on parle de presse d'argent ou de presse dans le système capitaliste, quand on raisonne un peu en historien, même en historien amateur comme je le suis, c'est d'abord qu'il n'en a jamais existé d'autre.

La presse est un phénomène qui est né parallèlement au développement du capitalisme industriel et du phénomène de la démocratie parlementaire bourgeoise qui l'a accompagné.

Par conséquent, de quoi parlons-nous ? De quelque chose qui n'existe pas là encore, car on sait très bien, c'est un fait d'expérience, que la presse soumise au contrôle de l'Etat devient très rapidement une presse monopolistique, la seule presse véritablement monopolistique, et qu'il est beaucoup plus difficile, je dirai même

impossible, de résister à la pression de l'Etat contrôlant l'information, alors que l'expérience prouve qu'on peut parfaitement se défendre contre les empiétements du pouvoir et de l'argent.

Les pays où les journaux sont le plus agressifs, à la fois contre le pouvoir politique et contre les pouvoirs économiques, sont des pays comme les U.S.A., la Grande-Bretagne traditionnellement, comme la République fédérale, et même la France.

Donc là encore, on compare quelque chose qui existe à quelque chose qui n'existe pas.

C'est-à-dire qu'évidemment, l'idéal serait d'avoir la presse qui existe dans les pays capitalistes, moins les défauts d'une presse qui dépend d'investisseurs capitalistes. De même que l'idéal serait d'avoir une navigation qui ne se passerait pas sur l'eau, car ainsi il n'y aurait pas de risques de naufrage et aucun navire ne sombrerait jamais.

C'est cela la logique intellectuelle d'un certain socialisme, c'est-à-dire de ne pas comprendre, et c'est cela qui est curieux de la part de gens qui ont une formation marxiste, de ne pas comprendre que tout est système, que tout est interdépendant, que vous ne pouvez pas supprimer mentalement un système qui existe, un certain nombre de facteurs, pour ne retenir que ceux que vous considérez comme positifs !

— Enfin, le troisième niveau de la logique socialiste est la logique socialiste dans la réalité, dont parle Mme Kriegel¹.

Néanmoins, je voudrais revenir sur cette similitude, cette identité frappante, de tous les systèmes socialistes ou communistes, pour être plus clair, de socialisation globale de l'économie que nous pouvons observer, en dépit d'une immense variété géographique et je dirai aussi, historique.

J'ai été très frappé, l'été dernier, par la lecture d'un livre traduit aux Editions du Seuil, d'Igor Chafarévitch, *Le Phénomène socialiste* qui montre que de nombreuses sociétés socialistes ont existé dans le passé. Il donne l'exemple des Incas, des jésuites du Paraguay, de certains aspects de sociétés égyptiennes et du Moyen-Orient de l'antiquité, en montrant qu'on retrouve un certain nombre de facteurs périodiques, c'est-à-dire par exemple le travail obligatoire, la suppression de l'économie de marché, la complète revalorisation de l'éducation, le fait que pratiquement la monnaie ne joue plus aucun rôle, car on ne peut pas dire que dans l'Union

1. Voir page 145.

soviétique la monnaie joue un rôle. La monnaie est une espèce de signe pour un troc ou une distribution.

Ce qui m'a aussi beaucoup frappé dans le livre de Chafarévitch, c'est que même dans les écrits des utopistes comme Thomas Moore, Campanella, ou même dans le livre de Dreyfus Pavin, vous avez un programme d'asservissement qui se trouve être déjà entièrement dénoncé, comme la suppression de la famille, le travail obligatoire encore une fois, le système policier.

Selon une remarque très juste de Chafarévitch, ce qui est frappant c'est qu'on pensait jusqu'à présent que le passage de l'étatisation de l'économie ou de la suppression de l'autonomie ou de l'économie, comme le remarque Mme Kriegel, au totalitarisme politique était généralement mis au compte des tristes nécessités de la réalité.

Ce qui est très frappant, c'est de voir que chez les penseurs socialistes utopistes, ce même système était présenté, non pas comme une nécessité pratique, mais déjà comme un idéal.

Dans la société utopique, comme dit Moore, tout le monde a le même costume comme aujourd'hui en Chine. Il est interdit de quitter le pays sans y laisser sa famille en otage, toutes choses qui dénotent une disposition extraordinaire, puisque aucun de ces systèmes n'avait existé exactement sous cette forme.

Je pense que ces déformations d'une pseudo-logique, d'une logique terrifiante, ne doivent pas néanmoins écarter de notre esprit ce fait qu'il existe dans le monde contemporain ce que j'appellerai une aspiration au socialisme ; elle est très vague, très indistincte, mais nous ne pouvons pas la négliger. L'important est d'en déceler les raisons.

Cette aspiration au socialisme n'est évidemment pas une aspiration à tous les systèmes que je viens de décrire.



Généralement, ces aspirations au socialisme sont simplement des aspirations à la sécurité, essentiellement, en même temps qu'à la prospérité, sans se demander d'ailleurs très souvent, si les deux sont absolument compatibles, mais elles sont le résultat du fait qu'il est certain que nos sociétés qui ont obéi à l'impératif économique et presque absolument économique pendant un certain nombre de décennies, ont secrété maintenant d'autres besoins et nous ne pouvons pas les négliger.

Dans son plaidoyer pour l'Europe décadente, Raymond Aron m'a reproché tout à la fois de critiquer vigoureusement le socia-

lisme, et en même temps de dire que le monde est relié par le socialisme ; quand je dis que le monde est relié par le socialisme, pour moi c'était une constatation.

J'ai constaté que l'aspiration socialiste me paraissait prédominante partout, et d'ailleurs il n'est pas besoin qu'il y ait, dans le type de société où nous vivons, de fort parti socialiste ou de fort parti communiste pour que ces aspirations se manifestent.

J'ai constaté l'existence, presque l'omniprésence, en Grande-Bretagne, dans les universités aux Etats-Unis, de ce qu'on pourrait appeler une sorte de socialisme de base, de marxisme vulgarisé qui pénètre un peu toutes les applications.

Cela n'est pas sans raison non plus, je pense donc que nous devons être à la fois extrêmement vigoureux dans nos critiques, dénoncer les inconséquences, voire les ridicules, et le caractère irresponsable d'une certaine pseudologie, mais en même temps impartialement constater qu'elles ont un impact ces pseudologies, ou qu'elles répondent à un besoin, et nous demander pourquoi.

Cela paradoxalement, nous avons été empêchés de puiser en profondeur par la puissance même des idéologies qui prétendent se substituer à cet événement en profondeur.

On a fait observer que grâce aux secousses qui viennent de parcourir l'univers politique français, nous allions peut-être enfin avoir le droit maintenant de nous adresser au réel et de poser les vraies questions, d'examiner les données des problèmes qui se posent à nous, sans être automatiquement rejetés dans un camp ou dans l'autre.

Nous avons enfin le droit, et ce que je souhaite, de remplacer l'idéologie politique par la pensée politique.

*

ANNIE KRIEGEL

*Professeur de sociologie politique
à l'Université de Paris X Nanterre*

On m'a demandé de réfléchir avec vous sur l'expérience communiste, l'expérience des sociétés communistes qui, pour paraphraser une formule célèbre, va non pas de la résistance à la libération, mais de la libération à l'oppression.